



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 30 avril 2021

**Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre**

**Cérémonie d'hommage national à Mme Stéphanie MONFERMÉ**

**Vendredi 30 avril 2021**

*Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le Président du Sénat,  
Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Madame la présidente du conseil régional,  
Monsieur le président du conseil départemental,  
Madame la maire de Rambouillet,  
Mesdames et Messieurs les élus,  
Mesdames et Messieurs les représentants des autorités civiles et judiciaires,  
Mesdames et Messieurs les représentants des autorités religieuses,  
Monsieur le Directeur général de la police nationale,  
Mesdames et Messieurs les directeurs, commissaires, officiers, gradés et gardiens de la paix,  
Mesdames et Messieurs les personnels administratifs, techniques et scientifiques,  
Mesdames et Messieurs,

Stéphanie, votre collègue, avait l'habitude de venir prendre son poste avec dans un sac des gâteaux qu'elle confectionnait elle-même ou avec l'aide de son mari, Alain, dont c'est le métier. Elle était dotée d'un caractère heureux et serviable, ce qui fait du bien dans le quotidien souvent difficile d'un poste de police. Inutile de dire qu'elle était toujours accueillie à bras ouverts dans ce commissariat dans lequel elle travaillait depuis le début de sa carrière, en 1993, où chacun la connaissait et où elle était un peu comme chez elle. Elle était d'ailleurs partout chez elle à Rambouillet, car, ici, les habitants la saluaient le plus souvent par son seul prénom.

Vendredi dernier, peu après 14 heures, Stéphanie MONFERMÉ venait reprendre son service – le service de ses concitoyens – lorsqu'un homme a surgi de nulle part pour l'assassiner avec une sauvagerie et une détermination qui font frémir.

Pourquoi cette haine d'un homme à l'égard d'une femme qu'il ne connaissait pas ? Une femme qui ne lui avait jamais rien fait ? Une femme qui n'avait aucune part à ses ressentiments ?

Pourquoi ? Eh bien parce que votre collègue incarnait, aux yeux de cet homme dont je me refuse à prononcer le nom, la police nationale et donc l'autorité de l'État. Mieux encore, votre collègue travaillait pour cette police qui est le rempart des citoyens contre la violence, la délinquance et le terrorisme.

Votre collègue a été assassinée parce qu'elle servait son pays, parce qu'elle était au service de la France.

Tout comme l'ont été vos autres collègues, Jessica SCHNEIDER et Jean-Baptiste SALVAING, le 13 juin 2016, à la porte de leur domicile, à Magnanville. Tout comme l'a été le professeur Samuel PATY, décapité le 16 octobre dernier devant son collège à Conflans-Sainte-Honorine, pour avoir voulu transmettre à ses élèves cet esprit critique qui est une condition essentielle à l'exercice de toute liberté.

Deux femmes, deux hommes, qui avaient en commun d'être des fonctionnaires de la République et d'habiter ce département des Yvelines, à nouveau plongé dans le deuil et dans l'effroi.

La foi en la République, la défense du droit et de cette liberté, si française, de croire au ciel ou de ne pas y croire, notre ennemi, le terrorisme islamiste, ne peut le tolérer.

Les premiers témoignages nous rapportent qu'au moment de commettre son crime, l'assassin aurait invoqué le nom de Dieu. C'est une insulte sanglante jetée à la face de tous ceux qui croient en un dieu que de mêler la transcendance au crime. Aucun fidèle, d'aucune religion, ne peut l'admettre et encore moins au pays de Voltaire, qui face à l'horreur des guerres de religion écrivait, déjà, en 1769 que « *Le fanatisme est un monstre qui ose se dire le fils de la Religion.* »

Le terrorisme islamiste n'est rien d'autre qu'un fanatisme sanguinaire. Ce fanatisme nous a déclaré la guerre mais c'est une guerre de lâches. Seul un lâche peut s'en prendre à une femme qui, conformément à son statut d'agent administratif, ne portait pas d'arme. Une femme attaquée par surprise dans ces moments du quotidien, où personne, fût-il fonctionnaire de police, ne se tient sur ses gardes.

Stéphanie n'était pas en faction, Stéphanie n'était pas en uniforme, Stéphanie n'était pas chargée d'assurer directement la sécurité sur la voie publique.

Stéphanie était entrée dans la police en qualité d'agent administratif et avait accédé, il y a trois ans de cela, au grade d'adjointe administrative principale de 1<sup>er</sup> classe. À ce titre elle assurait un rôle essentiel notamment dans le traitement des plaintes, des instructions du parquet et dans la transmission de l'information qui permet aux forces de l'ordre de parfaire leur connaissance de la criminalité et donc de disposer d'éléments tangibles sur les modes opératoires, les lieux, les victimes, le profil des délinquants. C'est ce travail précis et quotidien de traitement des données qui permet aux enquêteurs de faire les recoupements et les rapprochements indispensables à une politique de sécurité moderne et efficace.

Un travail effectué aujourd'hui par près de 25 000 agents administratifs de la police nationale, sans lesquels les forces de l'ordre qui interviennent sur le terrain ne seraient pas en mesure d'accomplir pleinement leur mission. À ces agents, je veux aujourd'hui rendre un immense hommage, car je sais qu'ils vivent, presque dans leur chair, le drame de Rambouillet et la perte de leur collègue.

Comme ils avaient vivement ressentis, les assassinats odieux de Jessica SCHNEIDER, chez elle, le 13 juin 2016 et de Brice LE MESCAM à la préfecture de police le 3 octobre 2019, eux aussi adjoints administratifs.

Tous représentaient ce que notre ennemi déteste : l'État, l'autorité, en ce qu'ils incarnent et défendent les principes cardinaux de notre République, de notre histoire et de notre identité collective. Car Stéphanie représentait aussi une certaine façon de vivre en France, une certaine façon de vivre la France ; cette vie paisible, laborieuse et serviable que nos concitoyens connaissent aussi bien qu'ils l'aiment.

Stéphanie et son mari formaient un couple uni par l'amour de la famille, le goût du travail et le culte de l'effort. Oui l'amour du travail car il n'était pas rare, me suis-je laissé dire, que Stéphanie, une fois sa journée de travail terminée, en commençait une autre pour épauler son mari Alain qui venait de reprendre la boulangerie de Thoiry.

Cette femme efficace et organisée se chargeait de la gestion de son commerce dont elle assurait la comptabilité mais elle ne s'arrêtait pas là, n'hésitant pas à mettre la main à la pâte, comme le veut l'expression consacrée, mais presque au sens propre. Chez les MONFERMÉ, depuis toujours, on se levait très tôt. Alain parce qu'il est boulanger et Stéphanie pour pouvoir conduire ses filles à l'école avant de se rendre au commissariat. La vie de Stéphanie se partageait donc au quotidien entre Rambouillet où elle accomplissait sa mission, Thoiry où travaillait sa fille et son mari et le petit village de Saint-Léger où la famille demeurait.

C'est à cette vie simple et droite que je suis aussi venu rendre hommage. Une vie qui souriait aux autres ; à sa famille qui la pleure, à ses collègues du commissariat de Rambouillet, dont le chagrin profond et perceptible nous a saisi, lorsqu'avec le ministre de l'Intérieur, nous nous sommes rendus auprès d'eux vendredi dernier après le drame, aux habitants de Rambouillet, de Thoiry et de Saint-Léger, dont je sais et partage, Monsieur le président du Sénat, Madame et Messieurs les maires, la profonde émotion et enfin à ses amis du club de musique country, dont elle raffolait.

Penser à Stéphanie, penser à toutes celles et à tous ceux, trop nombreux qui ont succombé sous les coups de la barbarie, c'est tout aussitôt nous unir et trouver une détermination supplémentaire pour empêcher ces tragédies, pour protéger encore et toujours nos concitoyens. Et l'évocation des nombreux attentats que nos valeureux services ont déjoué grâce aux moyens puissants dont le Gouvernement les a dotés, ne saurait atténuer l'immense effroi dans lequel nous a plongé l'ignoble crime de Rambouillet.

Car toute mort est une mort de trop. Car toute attaque contre la République est une blessure inacceptable pour la communauté nationale.

Bien sûr, loin des simplifications abusives et démagogiques, chacun mesure la difficulté de la tâche.

D'autant que nous voyons bien que les attentats dont la France est la cible proviennent en large part de son refus catégorique du communautarisme, de sa volonté constamment réaffirmée de lutter contre toutes les formes de séparatismes, y compris, comme nous sommes justement en train de le faire, en durcissant notre arsenal législatif.

Il nous faut sans cesse adapter nos réponses, face à des passages à l'acte qui émanent d'individus, souvent isolés, qui se radicalisent soudainement et la plupart du temps sous l'aiguillon des réseaux sociaux. Tel est, semble-t-il, et sous réserve de l'enquête judiciaire en cours, le profil de l'assassin de Stéphanie.

Rendre hommage à Stéphanie, comme à toutes les victimes de terroristes fanatiques, c'est continuer sans cesse à agir, à renforcer nos outils de prévention et de surveillance, à commencer par celle des réseaux numériques, à opposer au terrorisme une volonté inflexible et des moyens renouvelés.

Mais aujourd'hui, ici à Rambouillet où le cœur de la France a si souvent battu au rythme de son histoire, permettez-moi de vous dire que par-delà l'action politique résolue, par-delà nos missions respectives et la charge de l'État qui nous incombe, nous sommes rassemblés pour nous incliner devant la mémoire d'une femme assassinée et que, pour citer ARAGON, fils d'un préfet de Police, et qui avait trouvé son refuge, auprès d'Elsa TRIOLET, à quelques kilomètres d'ici dans les Yvelines, ce matin, « *Nos sanglots forment un même glas.* »

Vive le République,  
Vive la France.